Une puissance qui se reconstruit après l’éclatement d’un Empire : la Russie depuis 1991

Olga KONKKA

RÉSUMÉ

La Fédération de Russie est le plus vaste État né de la désintégration de l’URSS survenue en 1991. Les enjeux ont été nombreux pour ce pays autrefois pivot de l’espace soviétique. Après les années 1990 marquées par la difficile transition vers l’économie libérale et l’instabilité de la nouvelle organisation politique et administrative, la Russie connaît un redressement économique associé au renforcement de l’État dans tous les domaines. Elle cherche aujourd’hui à renouer avec le statut de grande puissance et à réaffirmer son hégémonie au sein de l’espace postsoviétique.

Boris Eltsine transmet la constitution à Vladimir Poutine le 31 décembre 1999 au Kremlin
Source : Wikimedia Commons

De L’URSS à la Fédération de Russie

Les causes de la chute de l’URSS ont été multiples. Parmi elles, la défiance vis-à-vis de l’État-Parti et de l’idéologie dominante, l’échec de l’économie planifiée socialiste, la couteuse course aux armements. La *perestroïka* (« restructuration »), série de réformes engagées par Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste

de l'Union soviétique (PCUS) depuis 1985, n'a pas apporté les résultats escomptés. Elle a été accompagnée de la politique de la *glasnost* (« publicité », « transparence ») qui a révélé au grand jour quantité de failles du système soviétique.

Cependant, la fin de l'URSS correspond d'abord et avant tout à la désintégration d'un espace géopolitique commun constitué de 15 républiques qui, dès la fin des années 1980, se lancent dans une « parade des souverainetés ». Si la volonté d'indépendance est initialement exprimée par les républiques baltes et la Géorgie, très vite les tendances centrifuges s'emparent des autres républiques, y compris de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR). Les forces ralliées à Eltsine, président à la tête du Soviet suprême russe depuis 1990, jouent un rôle considérable dans le démantèlement de l'URSS. Cette dernière est perçue comme obstacle aux réformes démocratiques et libérales que Eltsine et ses partisans désirent pour la Russie.

Le putsch manqué des 19-21 août 1991, organisé par les forces conservatrices au sein du pouvoir, représentait la dernière tentative de sauver l'URSS dans son ancienne version, celle d'un État contrôlé depuis le centre. Il a en réalité précipité sa désintégration. Le démantèlement de l'URSS est entériné par la signature des accords de Minsk (8 décembre 1991) et des accords d'Almaty (21 décembre 1991). Le 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev, devenu extrêmement impopulaire, démissionne de son poste de président de l'État soviétique, ce dernier ayant cessé d'exister. Boris Eltsine, élu président de la RSFSR le 12 juin 1991, prend la tête d'une Russie devenue indépendante. La crise politique de 1993 provoquée par le désaccord entre le président et le pouvoir législatif conduit à la dissolution des organes législatifs hérités du système soviétique : le Soviet suprême et le Congrès des députés du peuple. La Constitution, adoptée en décembre 1993 à l'issue d'un référendum, valide le nouveau système politique fondé sur un pouvoir présidentiel fort. Le pouvoir législatif, quant à lui, est confié au nouveau parlement bicaméral appelé l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. Elle se compose du Conseil de la Fédération (chambre haute) et de la Douma d'État (chambre basse).

La Russie dans les années 1990 : les défis de la transition

Avec une superficie de 17 075 400 km², la Russie postsoviétique reste le plus grand pays du monde. Elle s'est pourtant souvent pensée comme un espace beaucoup plus vaste. En effet, l'Empire russe comptait en 1914 environ 21 800 000 km², superficie comparable à celle de l'URSS entre 1945 et 1991 (22 402 200 km²). Les nouvelles frontières de la Russie postsoviétique ordonnent également une nouvelle composition ethnique. Au sein de l'Empire russe comme de l'URSS, les Russes ethniques représentaient à peine plus de la moitié de la population. Après 1991, ils représentent une ethnie majoritaire (environ 80 %). Cependant, la Russie compte plus de 190 autres ethnies officiellement reconnues, et l'architecture de l'État russe tient compte de cette diversité. La Russie est une république fédérale composée d'entités territoriales, désignées « sujets de la Fédération de Russie ». Parmi ces derniers, on distingue notamment les *oblasts*, les républiques, les *kraïs* et les districts autonomes. Tous les sujets de la Fédération sont égaux, et chacun envoie deux représentants au Conseil de la Fédération. Cependant, cette subdivision administrative complexe permet de distinguer les territoires historiques des peuples autochtones. Ainsi, les républiques sont dotées de leur propre constitution et peuvent déclarer comme officielles, à côté du russe, les langues des ethnies qui les composent. La langue russe utilise d'ailleurs deux adjectifs distincts pour dire « russe », le premier renvoie à l'ethnicité et le second à la citoyenneté.

La désintégration de l'URSS génère de nombreux problèmes que la création simultanée de la Communauté des États indépendants (CEI) ne permet pas de résoudre. Cette organisation internationale est perçue par la Russie comme un moyen de préserver son influence au sein de l'espace postsoviétique. Or cette vision n'est pas partagée par l'ensemble des membres qui entretiennent des rapports différents et parfois difficiles avec la Russie. Conçue comme une structure de coordination et de coopération, la CEI se transforme au fil des années en un simple forum consultatif à géométrie variable. La naissance de 15 États indépendants à la place de l'URSS provoque d'importants flux migratoires. Elle génère également plusieurs conflits interethniques, dans lesquels la Russie

s’engage plus ou moins ouvertement : le Haut-Karabakh en Azerbaïdjan, l’Ossétie du Sud et l’Abkhazie en Géorgie, la Transnistrie en Moldavie. Ces contestations territoriales sont en partie dues au tracé des frontières, parfois arbitraire, hérité de l’époque soviétique.

Dans les années 1990, les tensions interethniques et les revendications séparatistes se font jour à l’intérieur même des frontières russes. Certaines républiques manifestent leur opposition au pouvoir central en plaçant leurs lois au-dessus de la loi fédérale. Le traité fédéral de 1992 n’est pas ratifié par deux régions à forte identité culturelle, le Tatarstan et la Tchétchénie. Cette dernière proclame son indépendance sous le nom de la République tchétchène d'Itchkérie. En 1994, le gouvernement lance une opération militaire contre ceux que Moscou considère comme séparatistes. Le premier conflit de Tchétchénie s’achève en 1996 par la signature d’un accord. Cependant, les hostilités reprennent en août 1999 après une attaque des indépendantistes contre la république voisine de Daghestan. En février 2000, les troupes fédérales s’emparent de la capitale tchétchène Grozny, mais c’est seulement en 2009 que « l’opération antiterroriste » s’achève officiellement.

Outre la volonté de conserver le rôle de leader au sein de l’espace postsoviétique, la politique étrangère russe des années 1990 est marquée par un désengagement sur la scène internationale et notamment par l’affaiblissement des liens avec les anciens partenaires de l’URSS à travers le monde. Eltsine pousse encore plus loin la politique gorbatchévienne de rapprochement avec l’Occident. Ce dernier est désormais perçu comme modèle, notamment en termes de valeurs démocratiques.

Les années 1990 connaissent un foisonnement de partis politiques et une réelle liberté d’expression. Cependant, cette démocratisation inédite de la société se déroule dans un cadre économique extrêmement difficile. Pour de nombreux citoyens russes, la survie quotidienne, ainsi que celle de leurs proches reste la priorité.

La transition vers une économie libérale, qualifiée de « thérapie de choc », est source de frustration pour la majorité des Russes. La première phase de privatisation lancée en 1992 se traduit par la distribution de bons échangeables contre les actions des entreprises privatisables, dont les secteurs stratégiques, comme l’énergie et les télécommunications, sont d’emblée exclus. Cette campagne vise à favoriser l’émergence d’une large classe de propriétaires. Or, elle ne bénéficie qu’à une partie infime de la population et notamment à ceux qui ont connu une ascension financière à la fin de la *perestroïka*, grâce à l’accès aux réseaux de commerce et d’exportation. La libéralisation des prix, autre mesure emblématique de cette transition économique, provoque une hyperinflation qui atteint 2 500 % en 1992. Le chômage associé à l’incapacité de l’État de pallier les conséquences sociales des réformes conduit à une paupérisation de masse.

Au milieu des années 1990, face au déficit budgétaire croissant, l’État se trouve contraint d’autoriser la privatisation des secteurs porteurs de l’économie russe. Les actions des grandes entreprises servent de caution lors des prêts que l’État contracte auprès des grandes banques privées. Cette opération conduit au développement de compagnies gazières, pétrolières et minières privées. Les dirigeants de ces puissants groupes sont surnommés oligarques car, en plus de posséder la part la plus lucrative de l’économie, ils acquièrent une influence politique et médiatique. Le contrôle sur des médias leur permettent notamment de contribuer à la réélection de Boris Eltsine en 1996. En effet, compte tenu du mécontentement généré par les réformes et de la déception à l’égard du modèle libéral occidental, la victoire du président sortant face au candidat communiste Guennadi Ziouganov n’était guère assurée.

La Russie dans les années 2000 : le retour d’une puissance

Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine annonce sa démission en demandant pardon aux Russes pour les rêves communs « qui ne se sont pas réalisés ». Vladimir Poutine, Premier ministre depuis août 1999 et figure clé de la seconde guerre de Tchétchénie, devient ainsi président par intérim de la Fédération de Russie. Expressément désigné par Boris Eltsine comme son successeur, Poutine se fait élire sans peine en mars 2000 en recueillant, dès

le premier tour, 51,95 % des voix. En quelques mois, il réussit à se poser en leader capable de rétablir l'ordre en rompant avec les pratiques politiques et économiques de l'époque eltsinienne. Le renforcement de l'État et la recentralisation du pouvoir représentent le fil directeur des mesures qui suivent son élection.

Ayant déclaré vouloir « restaurer la verticale du pouvoir », Vladimir Poutine s'engage dans une série de réformes administratives. En 2000, il ordonne le regroupement des sujets de la Fédération en sept districts fédéraux avec, à leur tête, les représentants plénipotentiaires du président. Les élections des gouverneurs et des présidents régionaux au suffrage universel direct sont abolies en 2004. Cette réforme qui vise à assurer la loyauté des responsables régionaux s'accompagne d'un bras de fer avec certains oligarques qui ne veulent pas renoncer à leur influence politique (Boris Berezovski, Vladimir Goussinski, Mikhaïl Khodorkovski). L'État reprend le contrôle de leurs empires économiques et médiatiques. Vladimir Poutine, ancien chef du Service fédéral de sécurité (FSB), adopte une logique corporatiste et s'entoure de collaborateurs ayant fait leur carrière dans le FSB ou d'autres « structures de force ».

À la Douma, la politique présidentielle est soutenue par le parti Russie unie formé en décembre 2001. Le parlementarisme russe glisse alors vers un schéma où le « parti du pouvoir », largement majoritaire, partage les sièges avec quelques partis favorables à la plupart des initiatives du président. Le caractère libre des élections, présidentielles comme parlementaires, est de plus en plus compromis. Poutine et Russie unie mobilisent les ressources médiatiques et administratives dont leurs concurrents sont privés. Cependant, indépendamment de ces changements apportés dans le processus électoral, la politique économique et internationale de Vladimir Poutine lui assure un soutien populaire et favorise sa réélection pour un deuxième mandat en 2004.

Dès 1999, grâce à la montée des prix des hydrocarbures, l'économie russe renoue avec la croissance. Le PIB qui s'est effondré dans les années 1990 est de nouveau en hausse, et l'inflation maîtrisée. Le redressement économique permet au gouvernement de lancer plusieurs programmes à caractère social (« Santé », « Éducation », « Logement accessible »). Les années 2000 connaissent une réduction du chômage et une augmentation de pouvoir d'achat. Partisan d'un interventionnisme économique, Vladimir Poutine ne remet cependant pas en cause les résultats de la privatisation, ni le choix du modèle libéral.

La politique étrangère russe du début des années 2000 est marquée par le désir de redonner à la Russie le statut d'une grande puissance, tout en prônant un rapprochement avec les États-Unis et l'Union européenne. Les attentats du 11 septembre 2001 se présentent comme une opportunité pour convaincre l'Occident que la Russie est son partenaire privilégié dans la lutte contre le terrorisme, et tempérer les critiques relatives à son intervention en Tchétchénie.

Les relations russo-américaines sont cependant entachées par les bombardements de Kosovo en 1991, par le retrait américain du traité ABM (Anti-Ballistic Missile) en 2001, ainsi que par l'intervention en Irak (2003), à laquelle la Russie s'oppose aux côtés de la France et de l'Allemagne. Si le Kremlin est impuissant face au nouvel élargissement de l'OTAN qui a accueilli les pays baltes en 2004, il ne compte pas renoncer à son influence sur le reste de l'espace postsoviétique. Les « révolutions de couleur » en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004-2005) incitent la Russie à augmenter la pression, notamment énergétique, sur ses voisins, et à mettre en place des partenariats privilégiés avec les régimes qui lui sont favorables (la Biélorussie, l'Ouzbékistan). Aux accusations « d'intimider » les républiques voisines, portées en 2006 par le vice-président américain Dick Cheney, Vladimir Poutine répond par le discours prononcé en 2007 lors de la conférence de Munich. Ce discours condamne la volonté des États-Unis d'instaurer un monde unipolaire et d'imposer son modèle aux autres pays. Il affirme que la Russie compte mener une politique étrangère indépendante. C'est le cœur du concept qui émerge dans la seconde moitié des années 2000, celui de « démocratie souveraine » qui renvoie à la spécificité du modèle russe.

La Russie dans les années 2010 : une puissance fragile

La Constitution russe restreint la réélection du président à deux mandats consécutifs. En 2008, c'est Dimitri Medvedev, un proche de Vladimir Poutine, qui lui succède à la tête du pays. Le président sortant devient alors Premier ministre. Considéré comme plus libéral que Poutine, Medvedev n'affiche aucune prétention à se maintenir au pouvoir quand, en septembre 2011, Vladimir Poutine annonce son intention de se représenter aux élections de 2012, en proposant la candidature de Medvedev aux fonctions du chef de gouvernement. Cette annonce, ainsi que les élections parlementaires en décembre 2011, où de nombreuses fraudes ont été signalées, ont suscité des protestations auxquelles les autorités ne s'attendaient pas. Depuis, si les sondages affichent toujours un soutien fort et constant au couple Poutine-Medvedev et, dans une bien moindre mesure, au parti Russie unie, le mouvement contestataire tente de s'organiser et de se structurer. Ce mouvement aux sensibilités et aux modes opératoires très différents incarne un mécontentement réel d'une partie de la population, aussi minoritaire soit-elle, envers le non-renouvellement des élites politiques et la corruption qui y est associée. Réélu pour un quatrième mandat, porté désormais à six ans, Vladimir Poutine est en passe de rester aux commandes du pays jusqu'en 2024. Derrière une façade de stabilité, l'absence d'élections libres et justes constitue l'une des nombreuses fragilités du système russe.

Une autre fragilité de l'État russe est d'ordre économique, puisqu'il reste largement dépendant de l'exportation des ressources minières : les combustibles fossiles, mais aussi le nickel, les diamants et l'aluminium. En 2018, les hydrocarbures représentent 46,4 % des recettes budgétaires. Cette « rente » pétrolière et gazière reste néanmoins un frein pour la modernisation et la diversification de l'économie. Elle accroît sa dépendance envers les prix des hydrocarbures, car leur baisse entraîne systématiquement la chute de la devise nationale, le rouble, et une inflation qui nuit aux populations les plus fragiles. La Russie reste en effet marquée par d'importantes inégalités sociales et régionales. Les salaires moyens dans des régions qui possèdent des ressources minières ne sont guère comparables à ceux des autres sujets de la Fédération, en dehors de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

Les failles du système de protection sociale expliquent une des grandes fragilités de la Russie contemporaine : sa situation démographique. Celle-ci se caractérise par un faible taux de natalité et un taux de mortalité élevé. L'espérance de vie à la naissance est particulièrement réduite chez les hommes, même si elle est passée de 57 ans en 2005 à 66 ans en 2017. Face au taux de fécondité qui oscillait autour de 1,2 enfant par femme au début des années 2000, le gouvernement s'est vu contraint de mettre en place des mesures natalistes qui se sont révélées efficaces, en tout cas sur le court terme.

Cependant, c'est le solde migratoire positif qui, depuis la fin de l'URSS, compense en partie le décroissement naturel de la population. Après le retour massif des Russes ethniques suite à la chute de l'URSS, la Russie attire aujourd'hui des migrants issus des autres pays de la CEI. Ils se heurtent cependant aux nombreux obstacles administratifs et à la poussée des mouvements ultranationalistes et xénophobes, qui s'accordent mal avec le discours officiel prônant la coopération au sein de l'espace postsoviétique. En effet, le développement des partenariats avec les pays de l'Asie centrale, ainsi qu'avec la Chine, devient l'une des principales orientations de la politique étrangère russe alors même que les rapports avec l'Union européenne et les États-Unis se dégradent.

Depuis la fin des années 2000 se multiplient les opérations militaires que la Russie mène en dehors de ses frontières, suscitant des critiques des pays occidentaux. En août 2008, la république de l'Ossétie du Sud devient la scène du conflit russo-géorgien. En 2014, Moscou profite de l'instabilité générée par la révolution pro-européenne en Ukraine pour remettre en question le statut de la Crimée. Cédée administrativement à la RSS d'Ukraine en 1954, cette région majoritairement russophone continuait à abriter l'importante base navale russe de Sébastopol. À l'issue d'un référendum organisé en présence des forces russes et largement contesté par la communauté internationale, 96,6 % des votants se sont prononcés en faveur du rattachement de la Crimée à la Russie. L'État russe est également accusé d'intervenir dans le conflit à l'est de l'Ukraine en soutenant les républiques

autoproclamées de Donetsk et de Lougansk. Ces évènements ont donné lieu à une « guerre de sanctions » qui a eu des conséquences néfastes sur les échanges économiques entre la Russie et l'UE. Enfin, depuis 2015, l'armée russe est engagée dans le conflit syrien dans le but de soutenir le régime de Bachar el-Assad.

La volonté de la Russie de défendre ses intérêts dans l'espace postsoviétique et au-delà s'accompagne, à l'intérieur du pays, d'un discours patriotique aux accents nationalistes. Cette nouvelle rhétorique cherche à combiner les références à l'orthodoxie russe avec la mise en valeur du passé soviétique et notamment de la victoire dans la « Grande Guerre patriotique » (appellation qui désigne l'engagement de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale entre 1941 et 1945). En voulant affirmer sa spécificité et renforcer sa dimension eurasiatique, la Russie risque d'être fragilisée par cette grandissante rupture avec l'Occident dont elle est proche du point de vue géographique, historique et culturel.

BIBLIOGRAPHIE

DAUCÉ, Françoise, *La Russie postsoviétique*, Paris, La Découverte, 2008.

DE TINGUY, Anne (dir.), *La Russie dans le monde*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

FAVAREL-GARRIGUES, Gilles et ROUSSELET, Kathy (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010.

RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 4e éd., 2010.

REY, Marie-Pierre, BLUM, Alain, MESPOULET, Martine, et al., *Les Russes : De Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005.

Source URL:
https://ehne.fr/eduscol/première-hggsp/première-hggsp/thème-2-analyser-les-ressorts-et-les-dynamiques-des-puissances-internationales/une-puissance-qui-se-reconstruit-après-l'éclatement-d'un-empire-la-russie-depuis-1991